

Écrit par le 23 juillet 2024

(Vidéo) Vaucluse, le Département consacre Rasteau comme chef de file du Gravel bike et prévoit 3 itinéraires balisés de 150 km.



Dans le cadre de sa politique de plein air et de loisirs le Département de Vaucluse consacre Rasteau comme lieu de référence du gravel. Le centre sera distingué par deux labels FFCT (Fédération française de cyclotourisme) et FFC (Fédération française de cyclisme) et de la marque 'Accueil vélo de France' de Vélo tourisme. Objectif : séduire la sphère des pros du vélo et du cyclotourisme.

Ainsi, le territoire devient le référent national du gravel, pratique du vélo 'tout sentier' et consacre Rasteau comme chef de file de la pratique sportive et touristique très tendance. Et ça n'est pas tout, un séjour itinérant de plusieurs jours sera également proposé, adossé aux trois centres CDPAL (Centres

Ecrit par le 23 juillet 2024

Département de Plein Air et de Loisirs) ralliant Rasteau, Sault et Fontaine-de-Vaucluse, pour accueillir et accompagner des collégiens, lycéens et clubs sportifs.

Une offre globale

Le centre de Rasteau proposera aussi des séances de découverte et d'initiation aux disciplines Gravel et Bikepacking, des séjours thématiques axés sur le territoire et l'itinérance. Son produit phare ? Un séjour itinérant, sur plusieurs jours, reliant les trois centres du CDPAL : Rasteau, Sault et Fontaine-de-Vaucluse.

Stages à la carte

Des stages de perfectionnement seront proposés à la carte aux adultes et adolescents à partir du collège et du lycée, en raison du matériel disponible (tailles des vélos sur le marché) et constitués en groupes, ainsi que les clubs et les équipes professionnelles de cyclisme, par exemple, pour la préparation de leur saison, ou pour des séjours de cohésion.

Vous avez dit gravel ?

Le Gravel Bike (littéralement vélo sur le gravier) est une pratique de vélo conçu pour emprunter routes, chemins et sentiers à la découverte de paysages. Ce sport associe la pratique du VTT (vélo tout terrain) et celle du vélo d'endurance, en version confort afin d'étendre sa pratique sur une plus longue durée.

Grande traversée VTT

La Grande traversée VTT de Vaucluse, a d'ores et déjà impulsé des projets de création de boucles Gravel à partir des deux sites FFC-VTT Luberon et Ventoux, ainsi que l'élaboration d'une topocarte des itinéraires Gravel en Vaucluse (éditeur Vtopo) : Mont Ventoux, Dentelles de Montmirail, Monts de Vaucluse, Grand Luberon, Petit Luberon. Egalement, le Vaucluse propose actuellement 5 destinations vélo et 3 grandes itinérances, via les paysages de l'[Isle-sur-la-Sorgue](#) et de la Vallée-du-Rhône à travers les vignes et les vergers et balades urbaines et périurbaines, la via [Rhona](#), [Venaissia](#) et la [Méditerranée](#) à vélo.

Le Département

Le Département fonde le site de Rasteau sur une offre vélo, en particulier sur le nouveau marché du Gravel et du Bikepacking pour permettre une initiation à ces modes doux de découverte du territoire. Le projet du Département inclut l'acquisition de matériels spécifiques comme une flotte de vélos Gravel, des sacoches, un GPS ainsi que l'aménagement de locaux pour l'accueil de groupes, la création d'une offre d'activités ainsi que l'installation d'un réseau d'itinéraires au départ du centre. D'ailleurs, les vélos Gravel sont conçus et assemblés dans le Vaucluse, à Méthamis, par [MW-Cycle](#), dans une approche locale et écoresponsable.

Le Vaucluse roi du vélo

Le Département dispose depuis 1987 d'un Centre Départemental de Plein Air et de Loisirs ([CDPAL](#)) au sein du Service Sports et Education Populaire. Le CDPAL est composé de trois sites, l'un permanent à Fontaine-de-Vaucluse, un autre saisonnier à Sault et, depuis septembre 2019, d'un nouveau site à Rasteau. Il accueille des collégiens, des lycéens, des clubs sportifs vauclusiens et propose des prestations d'encadrement d'activités de pleine nature, ainsi qu'un service d'hébergement et de restauration. Les

Ecrit par le 23 juillet 2024

activités proposées sont également le kayak, le VTT, la course d'orientation, l'escalade, la spéléologie et le biathlon et sont encadrées par des agents du Département.

Centre départemental de plein air et de loisirs 04 90 20 32 33. cdpal@cg84.fr et www.provence-A-velo.fr

Etat-major : RES




Jean-François Petit




Yann Bardet



Pascal Craplet



Clémentine Huber



Martin Lemaistre



Jean-Luc Lopez



Sébastien Mellinger



Julie Moreau



Céline Spitzhorn



Francisco Varela



Ludovic Ferrer

Dirigé en France par son directeur général [Jean-François Petit](#) (58 ans - ESTACA, HEC Paris) depuis 2018, le groupe britannique [RES](#) (Renewable energy systems Ltd) est la plus grande entreprise indépendante d'énergies renouvelables au monde spécialisée dans l'éolien terrestre et offshore, le solaire, le stockage et la transmission et distribution d'électricité (plus de 20 GW de projets à travers le monde pour un portefeuille d'actifs opérationnels de 7 GW). Présent sur le marché français depuis 1999, la division hexagonale est issue de la co-entreprise française Eole-Technologie et de RES. Implantée dans

Ecrit par le 23 juillet 2024

la zone de Courtine à Avignon, la société s'est longtemps appelée Eole-Res avant de devenir définitivement RES en 2015.

Au sein de son siège social (modèle d'environnement durable avec ses ombrières photovoltaïques, ses terrasses végétalisées, ses nombreux dispositifs de recyclage et même son potager !), le directeur général peut notamment s'appuyer sur son directeur financier & IT, [Yann Bardet](#) (37 ans - DSCG, ESARC Montpellier), son directeur des affaires publiques, [Pascal Craplet](#) (59 ans - ENA, INHES) ainsi que sa directrice juridique, [Clémentine Huber](#) (40 ans - HEC/ESCP-EAP, Barreau de Paris).

L'équipe de direction de cette entreprise ayant développé plus de 1,5 GW de projets éoliens et solaires depuis plus de 20 ans France (soit les besoins annuels en électricité de près de 2 million de personnes évitant l'émission de 1,7 million de tonnes de CO2), compte également dans ses rangs [Martin Lemaistre](#) (49 ans - Diplôme d'Etude Supérieures Comptables et Financières, DESS IAE d'Aix en Provence), en charge de la direction 'Gestion d'actifs', [Jean-Luc Lopez](#) (46 ans - Ecole nationale supérieur d'Arts et Métiers Paris tech) à la tête de la direction 'Ingénierie & construction' et [Sébastien Mellinger](#) (44 ans - Ecole d'ingénieurs du CESI Nantes, Master Spécialisé Management QSE) responsable HSE.

[Julie Moreau](#) (43 ans - Maîtrise LEA & commerce international Nantes, Master RH Avignon, Master Coaching professionnel Aix), directrice 'RH, amélioration continue et innovation', [Céline Spitzhorn](#) (46 ans - DESS, Université de Toulouse), directrice 'Solaire' et [Francisco Varela](#) (41 ans - Instituto tecnologico Buenos Aires, EUREC), directeur 'Eolien & stockage' et [Ludovic Ferrer](#) (39 ans - Mines Nancy/IFP School, IEP de Paris), nouveau responsable commercial complètent cette équipe de direction comptant 240 collaborateurs en France pour un chiffre d'affaires 2019 de 74,63M€.

Avignon, Concours de bières artisanales

Ecrit par le 23 juillet 2024



L'association 'Avignon foire du Grand Delta', présidée par José Gonzalvez, organise le **concours des bières d'Avignon** samedi 17 avril. Les brasseurs de Vaucluse et d'ailleurs sont invités à venir y présenter leurs bières.

Un secteur qui pétille

En effet, le secteur de la bière artisanale est en pleine croissance. Pour le seul Vaucluse, on compte aujourd'hui quelque 25 brasseries tandis que, dans l'Hexagone, près d'un millier de brasseurs sont à la tête de 2 000 marques de bières, ce qui classe la France au troisième rang des pays producteurs Européens. L'engouement ? Il vient surtout des bières de qualité qui contiennent plus de malt, produites le plus souvent par de petits brasseurs.

Appel aux brasseurs de Vaucluse

Ce concours a pour but de privilégier la qualité, d'encourager la production ainsi que la consommation et contribuer à l'expansion de la culture de la bière. La popularisation et la publicité de la bière et de ces

Ecrit par le 23 juillet 2024

producteurs sont également les intérêts que veut servir ce concours. Le jury est composé de viticulteurs, de sommeliers et d'œnologues, de brasseurs français, étrangers, de zythologues (biéologues), de fournisseurs français et étrangers liés à la filière ainsi que de journalistes spécialisés en France et à l'étranger.

[Inscription ici](#)

Attribution des récompenses

La médaille d'or est décernée uniquement aux bières exceptionnelles qui se distinguent à tous les niveaux et pour tous les critères de dégustation. La médaille d'argent est décernée à une bière affichant une impression de finesse, d'équilibre et d'expression supérieure à la moyenne. La médaille de bronze est attribuée à une bière sans défaut, présentant des caractéristiques de qualité et un équilibre certain.

Partenariat

Le concours des bières d'Avignon est organisé en partenariat avec l'association 'Pumba Prod' qui est à l'origine du salon '[Un Amour de Brasseur](#)' et du « [Festival de la Bière de Goût](#) » de [Pernes-les-Fontaines](#). La 1^{re} édition d'Un amour de brasseur, s'était déroulée en 2018 à Carpentras. Ce salon était l'occasion de rencontrer 35 brasseries locales, nationales et internationales, de déguster plus de 120 bières artisanales et de partager un moment convivial autour de nombreuses animations.

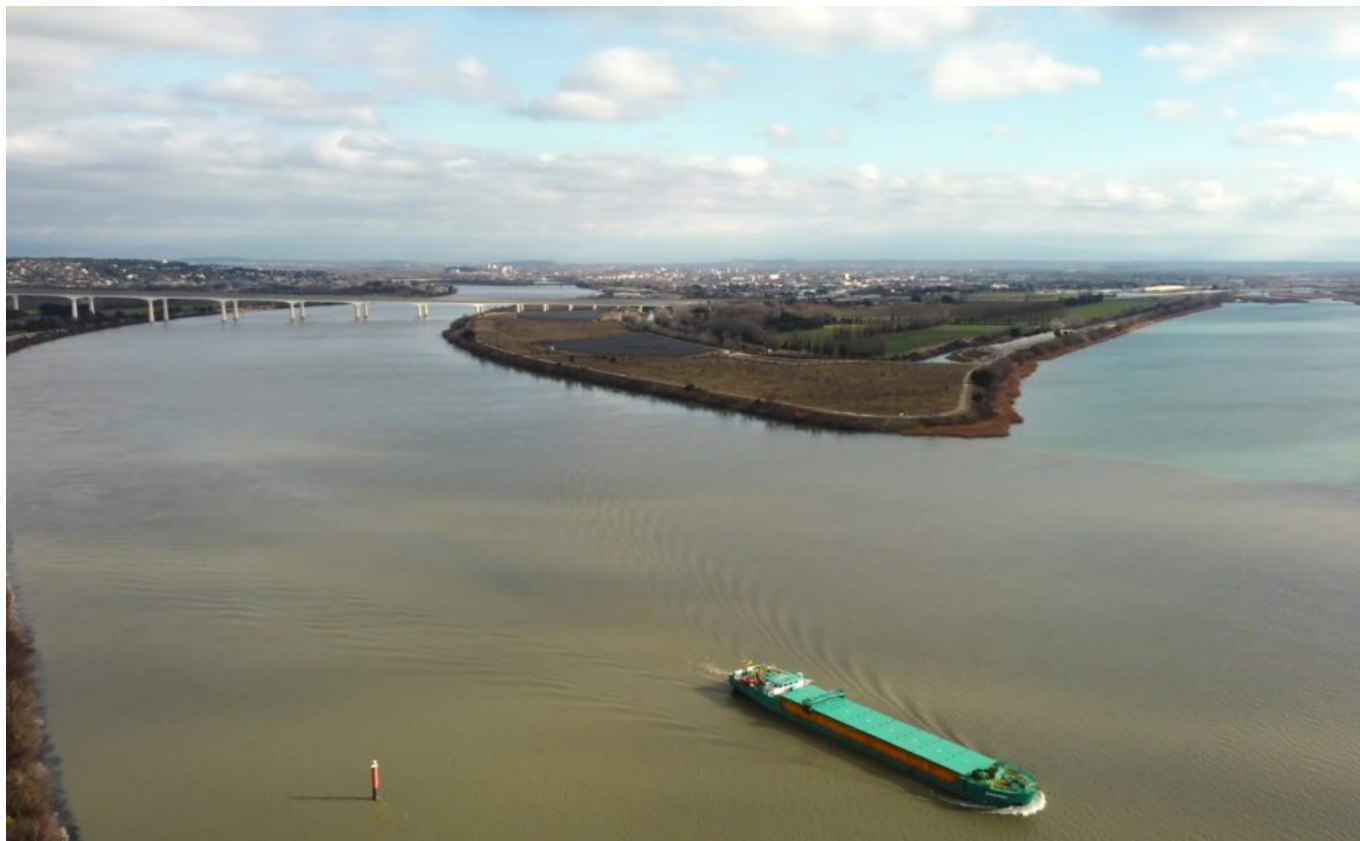
Un concours peut en cacher un autre

Derrière ce nouveau concours de bières se cache le [Concours des vins d'Avignon](#) dont ce sera la 36^e édition en 2021. Reconnu par les autorités européennes en 1992, il rassemble en moyenne, chaque année, quelque 1 000 échantillons de vins qui proviennent de trois régions viticoles : [Vallée du Rhône](#), [Provence](#) et [Languedoc](#).

Charlie Sokol et MH

Zone d'emploi : Avignon aspire de plus en plus le Gard

Ecrit par le 23 juillet 2024



C'est officiel ! Selon [l'Insee](#) (Institut national de la statistique et des études économiques) la zone d'emploi d'Avignon compte désormais davantage de communes gardoise et buccorhodaniennes que de vaclusiennes. Une réalité qui met de plus en plus en lumière les incohérences des frontières départementales.

En redéfinissant le périmètre des zones d'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Insee a établi que la région comptait désormais 22 zones contre 18 en 2010. Intégrant de nouvelles méthodes afin d'harmoniser les possibilités de comparaison au niveau européen, ce zonage détermine un territoire à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Pour l'Insee, « il s'agit de l'espace le plus pertinent pour étudier le fonctionnement du marché du travail et pour adapter localement les politiques de l'emploi ».

Cette réévaluation des frontières 'économiques' de nos territoires fait ainsi notamment apparaître les zones d'emploi de Carpentras et de Valréas (jusqu'alors intégrées à celle d'Avignon) ainsi que celle de Bollène-Pierrelatte (rattachée jusqu'à présent à Orange).

Avignon dépasse les frontières

Déjà principale zone d'emploi de Paca dépassant les frontières régionales en 2010, le bassin de vie de la cité des papes ne fait que renforcer ce déséquilibre 10 ans plus tard. Ainsi à ce jour, la zone d'emploi d'Avignon comprend 15 communes gardoises (Les Angles, Aramon, Domazan, Estézargues, Fournès,

Ecrit par le 23 juillet 2024

Lirac, Montfrin, Pujaut, Rochefort-du-Gard, Roquemaure, Sauveterre, Saze, Tavel, Théziers et Villeneuve-lès-Avignon) pour 'seulement' 13 vauclusiennes (Althen-des-Paluds, Avignon, Bédarrides, Caumont-sur-Durance, Châteauneuf-de-Gadagne, Entraigues-sur-la-Sorgue, Jonquerettes, Morières-lès-Avignon, Le Pontet, Saint-Saturnin-lès-Avignon, Sorgues, Vedène et Velleron). A cela s'ajoutent 8 villes des Bouches-du-Rhône (Barbentane, Cabannes, Châteaurenard, Eyragues, Graveson, Noves, Rognonas et Verquières). Comme dans le même temps, l'Insee a 'détaché' plus d'une soixantaine de communes vauclusiennes jusqu'alors rattachées à Avignon et désormais intégrées dans les zones d'emploi de Valréas, Carpentras, Orange et Cavaillon ce contraste est maintenant encore plus saisissant : Avignon s'étend plus en Occitanie qu'en Vaucluse.

« Avignon s'étend plus en Occitanie qu'en Vaucluse. »

Alors que le Vaucluse est déjà le département où la part des emplois occupés par des personnes résidant à l'extérieur est déjà la plus importante de la région, pour le bassin de vie d'Avignon, à cheval entre 3 départements et 2 régions, ce déséquilibre est encore plus marqué. Ainsi, plus de 40% des emplois du Grand Avignon sont occupés par des non-résidents aux premiers rangs desquels figurent des Vauclusiens (près de 15 000 personnes habitants dans une autre commune), des Gardois (plus de 6 000) et des Buccorhodaniens (près de 4 000). Et si au sein du Grand Avignon, le nombre d'emplois a très légèrement progressé entre 2006 et 2016 (+ 0,6 % en moyenne par an), c'est avant tout les territoires qui l'entourent qui en ont profité. En 10 ans, de nombreux actifs ont ainsi quitté le Grand Avignon tout en continuant à venir y travailler chaque jour. Ils se sont installés dans plusieurs intercommunalités voisines où le nombre de navetteurs (ndlr : un navetteur est un actif qui quitte sa commune de résidence quotidiennement pour aller travailler) a fortement progressé, notamment les communautés d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse (LMV) à l'est, Terre de Provence au sud et Ventoux-Comtat-Venaissin (Cove) au nord.

« Ne rien faire pour adapter les frontières à la réalité du territoire devient un crime contre l'emploi. »

Tout ceci n'est pas sans conséquence sur 'l'optimisation' des performances économiques de ce territoire où entrepreneurs, élus locaux et citoyens résidents constatent régulièrement les difficultés liées aux frontières départementales et régionales en matière de transport, de santé, d'éducation (2 zones de vacances scolaires), de sécurité, d'emploi...

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'Insee a revu le périmètre des zones d'emploi avec pour objectif de proposer une meilleure vision du territoire afin d'adapter localement les politiques de l'emploi. Constaté que le Vaucluse est l'un des départements les plus pauvres de France c'est un début, ne rien faire pour adapter ses frontières à la réalité de son territoire devient un crime contre l'emploi.

Valréas et la question de la Drôme provençale

Ecrit par le 23 juillet 2024

Bien que championne dans ce domaine, la cité des papes n'a plus l'exclusivité du franchissement des limites régionales. Désormais, les zones d'emplois de Bollène-Pierrelatte et de Valréas se composent majoritairement de résidents d'Auvergne-Rhône-Alpes (70% pour Bollène-Pierrelatte et plus de 50% pour Valréas).

« Quel sort pour la Drôme provençale ? Auvergne-Rhône-Alpes ou Paca ? »

Outre 4 communes vauclusiennes (Bollène, Lamotte-du-Rhône, Lapalud et Mondragon) la zone d'emploi de Bollène-Pierrelatte comprend 8 communes ardéchoises et 17 drômoises. Pour Valréas, la zone d'emploi compte 23 villes vauclusiennes (Beaumont-du-Ventoux, Brantes, Buisson, Crestet, Entrechaux, Faucon, Grillon, Malaucène, Puyméras, Rasteau, Richerenches, Roaix, Sablet, Saint-Léger-du-Ventoux, Saint-Marcellin-lès-Vaison, Saint-Romain-en-Viennois, Saint-Roman-de-Malegarde, Savoillan, Séguret, Vaison-la-Romaine, Valréas, Villedieu et Visan) ainsi que plus de 90 communes drômoises, dont Nyons, essentiellement rattachées jusqu'à maintenant à Montélimar. Là encore, sans attendre les répercussions kafkaïennes que pourrait avoir sur l'Enclave le reconfinement de la Drôme aujourd'hui dans le collimateur du Gouvernement en raison de la situation sanitaire liée au Covid-19, ce redécoupage de l'Insee pose la question du sort de la Drôme provençale : Auvergne-Rhône-Alpes ou Paca ?

Et dans le reste du Vaucluse ?

Dans le reste du Vaucluse, la zone d'emploi de Carpentras totalise 29 communes. L'emploi s'y organise autour de deux pôles : Carpentras et Monteux. Monteux, pôle résidentiel (0,8 emploi par actif occupé résident) à la démographie parmi les plus dynamiques de la région, illustre parfaitement la mutation de nos territoires favorisée par une grande mobilité. Les Montilliens sont ainsi 1 606 à travailler dans leur commune de résidence et sont 836 à se rendre à Carpentras pour leur emploi alors qu'ils sont 1 238 à aller sur la zone d'Avignon (717 à Avignon, 257 à Sorgues et 264 au Pontet). Pour celle de Cavailon (qui intègre Apt), ce nombre de communes s'élève à 54 dont 11 étaient auparavant rattachées à la cité des papes (dont 5 communes des Bouches-du-Rhône - Eygalières, Mollégès, Orgon, Plan d'Orgon et Saint-Andiol) et 1 à Manosque.

« 2 600 Vauclusiens habitant le Sud-Luberon travaillent sur Aix. »

Pour sa part, la zone d'Orange comprend 16 communes dont 3 étaient associées à Avignon dans la précédente étude de l'Insee (Châteauneuf-du-Pape, Courthézon et Gigondas). Le secteur de la cité des princes présente par ailleurs la spécificité de concentrer un maximum d'emploi dans la ville la plus peuplée du territoire : plus de la moitié des actifs occupés y travaillent. Enfin, concernant le Sud-Luberon on dénombre 21 communes de Vaucluse autour de Pertuis à faire partie de la zone d'Aix-en-Provence. Dans ce cadre, ils sont près de 2 600 à quitter chaque jour le département pour travailler sur Aix. A cela s'ajoute plus de 700 Vauclusiens employés sur Marseille (418 pour Pertuis et 309 pour Avignon).

Covid : vers un renforcement des contrôles du respect du couvre-feu en Vaucluse



A l'approche des congés scolaires pour les trois zones, les forces de l'ordre ont renforcé leurs contrôles dans le Vaucluse. Dans ce cadre, des vérifications viennent d'avoir notamment lieu à Avignon et Pernes-les-Fontaines.

En fin de semaine dernière, le Vaucluse enregistrait une légère stabilisation sur un plateau haut de son taux d'incidence (238 pour 100 000 habitants) et de son taux de positivité (7,2%). Cette situation reste fragile notamment en raison de l'apparition des variants, plus contagieux. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur observe en outre une circulation virale toujours supérieure à celle enregistrée au niveau national. « La situation sanitaire demeure préoccupante dans le département et nécessite, de la part de chacun, un strict respect des mesures ayant pour objectif de limiter la propagation du virus Covid-19, que sont les gestes barrières, les jauges applicables aux établissements recevant du public (ERP), et le couvre-feu entre 18h et 6h du matin, expliquent les services de la préfecture de Vaucluse. L'objectif du couvre-feu étant de limiter les rassemblements durant lesquels les mesures barrières sont moins bien appliquées et où le virus circule rapidement. »

Multiplication des opérations

Ecrit par le 23 juillet 2024

A l'approche des congés scolaires pour les trois zones, les forces de l'ordre ont donc décidé de renforcer leurs contrôles dans le Vaucluse. Dans ce cadre, Bertrand Gaume, préfet de Vaucluse, s'est ainsi rendu vendredi dernier aux côtés de la direction départementale de la sécurité publique lors d'une opération de contrôle nocturne des établissements recevant du public et de contrôle de flux à Avignon.

Le lendemain c'est Didier François, sous-préfet de Carpentras qui s'est rendu de son côté sur un contrôle du couvre-feu conduit par le groupement de gendarmerie départementale au rond-point d'Intermarché à Pernes-les-Fontaines. Il s'agissait essentiellement de contrôler le respect du couvre-feu et de s'assurer que les conducteurs de véhicules en circulation disposaient bien de l'attestation adaptée à leur situation. Au final, ce type d'opération devrait se multiplier dans le département dans les jours à venir.

Sncf : très régulière...ment en retard

Champion de la mobilité durable et des territoires. Voilà ce que voudrait être la Sncf. Il faudrait « verdir le matériel roulant » et ne plus utiliser de motrices Diesel dans les 10 ans sur un réseau régional peu étendu (1300 kilomètres exploités), peu utilisé, mal électrifié (47%) et ancien, nécessitant 90M€ de frais de maintenance par an et 200M€ cette année pour moderniser » des installations à bout de souffle.

Il faudrait être au service des trains du quotidien - et pas seulement ceux qui roulent à grande vitesse sur moins de 250 kilomètre de voies - en réussissant enfin la relance du fret dont la part de marché dans le monde du transport n'a jamais été aussi faible (9%).

Il faudrait être à l'heure pour amener la quasi totalité des trains à quai (95% en 2025 nous promet-on) et enfin dans les temps pour accomplir cette ambition de champion prévue pour 2030.

Les enjeux de notre territoire

Karim Touati, le nouveau directeur territorial de Sncf réseau en Provence-Alpes-Côte-d'Azur a donc du boulot pour apporter la preuve « du rôle essentiel que le transport ferroviaire est appelé à jouer » au travers d'un plan de reconquête promis par l'Etat, aujourd'hui par Jean Castex et hier par Lionel Jospin... Dans notre région, les sujets concernant le Vaucluse portent sur « un réseau structurant qui s'étend d'Avignon à Marseille, comprenant la ligne à grande vitesse Méditerranée, la ligne historique PLM et des itinéraires de détournement dont l'enjeu est de pouvoir combiner les trafics voyageurs et fret ».

« La livraison d'Orange aura lieu en 2022 ; celle d'Avignon-centre est prévue pour 2023. »

S'agissant des voyageurs, deux projets sont en cours, de même nature : les pôles d'échanges multimodaux (PEM) permettant un meilleur accès aux gares pour les piétons et les vélos, une valorisation

Ecrit par le 23 juillet 2024

du patrimoine bâti et de leurs abords pour créer de nouveaux espaces urbains plus agréables et fonctionnels.

La livraison du PEM d'Orange (12M€) aura lieu en 2022 ; celle du PEM d'Avignon-centre (15M€) est prévue pour 2023, réunissant la gare ferroviaire et routière ainsi que le pôle Kennedy dans un ensemble architectural unique pour connecter trains, bus, BHNS (Bus à haut niveau de service), tramway, cars interurbains en ouvrant des places de parking pour les vélos et 'l'autopartage'.

La particularité de ces projets tient au financement. Faisant largement appel aux collectivités puisque la Sncf ne met au pot qu'à hauteur d'environ 10%, les acteurs en présence ont intérêt à coordonner leur offre en ayant l'œil sur le retour sur investissement de l'opération.

La région, locomotive de '1001 gares'

Ce renouvellement des gares ne délaisse pas la ruralité. Lancé en juin 2019, le programme '1001 gares' relance l'activité et la présence humaine au cœur ces lieux automatisés, aujourd'hui peuplés de locaux vacants. Ils sont désormais ouverts à la location à tous les porteurs de projets qui veulent apporter aux voyageurs des commodités ou proposer des offres commerciales.

Près de 8 000m² sont disponibles en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tête des régions française avec une quinzaine de projets réalisés ou en cours d'installation : épicerie 'bio', hébergements temporaires, salle de sport, location de voitures, etc.

Voici la liste des gares concernées par le programme dans le Vaucluse : Pertuis (174m² disponibles), Avignon Centre (172m²), Thor (182m² en cours d'attribution), Bédarrides (212m²). Un cabinet d'ostéopathe à Entraigues sur la Sorgue va ouvrir prochainement.

Le serpent de terre s'allonge

S'agissant du fret, la situation est moins claire. L'argent manque.

Un gros projet d'infrastructure (80M€) avait été envisagé sur le site d'Avignon-Courtine. Une installation tri modale (rail, route, fleuve) - la première du genre en Paca - avait même fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en partenariat avec la Compagnie Nationale du Rhône (CNR), Les Voies Navigables de France (VNF), la DREAL, le conseil régional et départemental et la commune d'Avignon.

« Sncf réseau remplissait dans ce cadre son rôle d'expertise ferroviaire fournissant certaines études techniques permettant d'estimer les travaux à réaliser. Sncf réseau n'est pas porteur de ce projet qui semble en attente pour le moment » explique sobrement la direction.

« Les opérations ferroviaires de d'Avignon-Champfleury nous font gagner de l'argent. »

Et pour cause : « les opérations ferroviaires de d'Avignon-Champfleury nous font gagner de l'argent, ce qui est conforme à nos obligations statutaires. Sur ce projet nous ne serions pas moteurs », indiquait déjà l'ancien patron du réseau ferré régional en 2018.

Actuellement, Champfleury fait néanmoins l'objet d'un projet d'extension « nécessaire » pour faire des gains de capacité en matière de transport de fret combiné (conteneurs). Avec 85 000 'boîtes' par an il s'agit d'un des sites les plus importants en France, relié au port de Marseille. « Ce projet étant en phase

Ecrit par le 23 juillet 2024

d'émergence, les toutes premières études sont en cours ; nous n'avons pas plus de détail à ce stade ». Il fait cependant partie des objectifs des entreprises de fret réunies dans la 'coalition' dite '4F' (Fret ferroviaire français du futur) et d'un protocole signé entre le conseil régional et la Dreal en vue du prochain Contrat de plan.

Le serpent de mer s'allonge, car l'infrastructure est loin d'être adaptée ou développée pour faire concurrence à la route, épargnée jusqu'alors par les écotaxes. Rappelons qu'en 10 ans, le nombre d'installations terminales embranchées (ITE), raccordant directement au réseau les clients chargeurs ferroviaires, a été divisé par deux dans la région. « Nous sommes bien évidemment à l'écoute de tous les industriels qui souhaiteraient mener à bien ce type de projet pour les accompagner à toutes les étapes de sa mise en œuvre ».

Agenda : A noter l'interruption totale des circulations ferroviaires entre Avignon centre et Miramas, via Arles les vendredi 14 et samedi 15 mai 2021.



La mise en service du PEM (Pôle d'échange multimodal) d'Avignon-centre (15M€) est annoncée pour 2023.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Argent de poche : les parents en Paca sont les plus généreux avec 43€ par mois pour leurs ados



Après une étude réalisée fin 2020 par l'[Institut Poll & Roll](#) faisant ressortir la [générosité des parents vaucusiens pour les adolescents à l'occasion des fêtes de Noël](#), la néo-banque des familles [Pixpay](#) dévoile aujourd'hui l'édition 2021 de son baromètre annuel 'L'argent et les adolescents'. L'étude montre que les parents de la région Paca sont les plus généreux avec leurs ados puisqu'ils leur donnent en moyenne 43€ par mois soit 13€ de plus que la moyenne nationale de 30€, suivi par les parents du Centre-Val-de-Loire (34€) tandis que les parents bretons et normands sont plus raisonnables avec respectivement 20€ et 21€

Ecrit par le 23 juillet 2024

par mois. Quant aux parents d'Occitanie, ils donnent en moyenne 24,5€ par mois à leur ado, soit 5,5€ de moins que moyenne nationale.

En moyenne, les ados commencent à recevoir de l'argent de poche à 11 ans et 2 mois, un âge pivot qui correspond à l'entrée au collège et à la prise d'autonomie des jeunes. Une évolution assez nette par rapport au baromètre 2020, où l'âge moyen était de 11 ans et 9 mois : les parents donnent de l'autonomie à leur ado de plus en plus tôt. Par ailleurs, plus les adolescents grandissent, plus le montant de leur argent de poche augmente. Ainsi, entre 10 et 12 ans, ils reçoivent en moyenne 18€ contre 26€ pour les 13-14 ans, 37€ pour les 15-16 ans et 44€ pour les 17 -18 ans. Avec une différence de 4€ en faveur des garçons (32€ pour les garçons contre 28€ pour les filles), on remarque en outre que les garçons sont mieux lotis que les filles en matière d'argent de poche.

L'étude montre également que les parents donnent de l'argent de poche d'abord par volonté pédagogique. En effet, 80 % des parents donnent de l'argent pour inculquer à leur ado la valeur de l'argent, lui apprendre à gérer un budget ou le faire gagner en indépendance.

(Vidéo) Rochefort-du-Gard, Vallis Habitat c'est pas du cinéma !

C'est rue du Galoubet, à Rochefort-du-Gard, au cœur du chantier de la résidence éponyme que Philippe Brunet-Debaines, directeur-général de Vallis habitat, a présenté ses vœux lors d'une émission retransmise en direct.

Si la formule -une émission télévisuelle en direct remastérisée pour les réseaux sociaux- était innovante, les propos posaient, sans fards, le constat d'une structure à la tête d'un parc jusqu'alors peu entretenu, vieillissant où le taux de vacances de logements restait supérieur à la moyenne nationale, le tout dopé de beaucoup d'attentes en termes de qualité de service de la part des locataires.

Une entité et un parc revalorisés

Pour cette formule innovante locataires, salariés, Conseil d'administration et entreprises partenaires étaient conviés, derrière leur écran, à assister aux vœux et à réagir 'en direct live'. Durant plus d'une heure, il aura été question de réorganisation structurelle et organisationnelle, de professionnalisation des équipes, d'équilibre financier, de projection à 20 ans et de qualité de service auprès des locataires-clients.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Plus précisément

Dans le détail ? Le bailleur social du Conseil départemental promet une ingénierie financière à la hauteur de la feuille de route avec plus de réhabilitations, de constructions, moins de vacances de logements, des charges minorées, en adéquation avec des travaux effectués et vérifiés, des constructions aux dernières normes conjuguant habitat social, accession à la propriété et des usages mixtes comme les commerces, les services médicaux et des lieux partagés.

Formule innovante

L'émission télévisée, animée par David Bérard, a ainsi été transmise en direct puis remasterisée pour être visible depuis un lien (indiqué en bas d'article). «Le 1^{er} confinement a engendré des conséquences économiques dramatiques, particulièrement dans le domaine de la construction, a entamé Philippe Brunet-Debaines, avec un arrêt des chantiers et de la délivrance des permis de construire.»

Une opération exemplaire

«Nous sommes, ici, au cœur de notre métier qui consiste à gérer, entretenir, réhabiliter et construire un parc immobilier. Cette opération est exemplaire dans le sens où ce chantier mêle habitat social, accession à la propriété et maison en partage, c'est-à-dire un lieu où les seniors pourront se retrouver. Outre que les délais de ce chantier seront respectés, nous mènerons un projet assez identique à Mirabeau.»

Les enjeux des territoires péri-urbains et ruraux

«Ces projets intéressent de nombreux élus locaux où l'habitat social comprend également des commerces de proximité ou des activités médicales qui sont des paramètres importants, particulièrement en zones rurales et périurbaines. J'ai en tête la réalisation menée à Faucon de 6 logements locatifs sociaux accueillant, en rez-de-chaussée, un pôle médical où œuvrent un généraliste et des professionnels de santé, le maintien de l'activité commerciale et médicale étant très important.»

Rassembler et valoriser les partenaires

«Nous représentons un acteur important de la commande publique du département et travaillons avec des entreprises locales, adhérentes de la Fédération du bâtiment et des travaux publics de Vaucluse. Nous travaillons à la satisfaction de nos locataires, notamment avec leurs représentants qui nous suivent par les réseaux sociaux ainsi que les 27 membres du Conseil d'administration.»

De Mistral à Vallis Habitat

«Depuis 2015, les salariés et l'équipe de direction ont vécu de profonds changements avec un Office public de l'habitat qui a évolué, notamment au travers de la fusion de Mistral Habitat et Grand Avignon Résidences qui était l'office du Grand Avignon. Cette fusion, opérée au 1^{er} janvier 2019, a été suivie de changements organisationnels tout au long de l'année, pour passer de la gestion de 9 000 logements à plus de 16 000 aujourd'hui.»

Ecrit par le 23 juillet 2024

La feuille de route

«L'ensemble se déroule autour de notre plan stratégique de patrimoine et du budget -présenté au Conseil d'administration le 9 février prochain- offrant une projection opérationnelle d'investissement (réhabilitation et construction neuve) sur les 20 prochaines années.»

Dans le détail

«La vision 2019-2028 de Vallis Habitat prévoit 160 logements neufs par an, soit 1 900 en 10 ans et en Vaucluse. Près de 4 500 logements seront réhabilités dont 2015 dans le cadre de l'Anru (Agence nationale pour le renouvellement urbain) ; 25 ventes auront lieu par an pour dégager environ 2,5M€ de trésorerie. Au chapitre des accessions 2 projets PSLA (Prêt social location-accession) sont en cours ; 1 000 démolitions se feront dans le cadre du Nouveau programme national et régional du renouvellement urbain, ainsi que plus de 2 000 réhabilitations et 2 000 autres hors de ce dispositif. Notre objectif de production sera, a minima, de 160 logements par an.»

Equilibre financier

«La loi de finances 2018 a fortement réduit les moyens des bailleurs sociaux ainsi, la RLS (Réduction de loyer solidarité), consiste à compenser la baisse d'APL (Aide personnalisée au logement). Cela a représenté, pour nous, une perte de recette de plus de 4M€, sachant que nos recettes locatives sont de plus de 65M€. Ce qui est décisif ? Notre capacité à assurer notre autofinancement puisqu'une partie des opérations repose sur la mise de fonds propres. L'essentiel de l'opération va également reposer sur l'endettement avec l'accès à des emprunts à long terme fournis par la Banque des Territoires (Caisse des dépôts et consignation) et dont la hauteur sera accordée au regard de la trésorerie. A ce propos, les logements vacants, une fois remis sur le marché, génèreront de la ressource et nous en faisons notre priorité. Le traitement des impayés s'inscrit également dans cet enjeu.»

Crise sanitaire

«Pour autant, je n'oublie pas que la crise sanitaire peut avoir un impact sur la situation de nos locataires qui peuvent connaître des difficultés. Dans ce cadre, les associations de locataires nous accompagnent dans cette recherche de solutions avec des mesures d'apurement.»

Valorisation du patrimoine

«Comment rendre attractive notre offre ? C'est toute la difficulté d'un patrimoine qui compte des constructions des années 1970 à nos jours et dont les derniers bâtiments érigés offrent les dernières normes, où l'on construit des logements individuels, et où l'on parle même de domotique à des loyers bien en deçà de ce qui se pratique dans le parc privé. Tout cela passe par la compétence, le professionnalisme et la formation des équipes.»

Ecrit par le 23 juillet 2024

Une entreprise agile alliée à une dynamique positive

«L'équipe dirigeante compte sur la stabilisation de l'organisation, le professionnalisme des équipes pour atteindre les performances des meilleurs bailleurs sociaux du territoire tout en augmentant la satisfaction des locataires pour le bien, l'entretien et le traitement des réclamations. Le service client, la digitalisation avec l'extranet 'Mon espace locataire', 'Mes documents' et son application sur smartphone vont dans le sens de ce travail qualité envers le locataire-client. C'est ainsi qu'actuellement le service Relation client traite plus de 80% des appels contre 50% auparavant mais cela nécessitera un suivi des réclamations et donc un lien efficace entre le service et les agences.»

- **Mon espace locataire**
- **Mes documents**

La sécurité

«Les quartiers prioritaires de la ville touchés par les problèmes de drogue provoquent un sentiment d'insécurité et un quotidien difficile à vivre dans certains cas, tout comme la question de la propreté et du bien vivre ensemble, pour cela nous sommes un des acteurs à intervenir mais seuls nous ne pouvons rien faire, à ce propos, les contrats de ville ont leur utilité.»

Le galoubet

Le projet du Galoubet se situe à proximité du centre bourg historique de Rochefort-du-Gard, au pied et en relation visuelle avec l'église du Castelas inscrit aux bâtiments de France. Le Galoubet s'articule autour d'une maison en partage de 20 logements, d'un ensemble collectif de 22 logements, dont 6 destinés à l'accession sociale, ainsi que 4 logements individuels. Le projet compte également une salle communale servant à la fois de salle d'activité et de restaurant pouvant accueillir jusqu'à 100 personnes ; D'un espace public avec poulailler, jardins partagés, rucher, compost commun, fontaine, récupération des eaux de pluie, toits végétalisés et containers enterrés... Un parking sous terrain et des places de stationnements seront réalisés aux abords du site, ainsi qu'un réseau de cheminements doux irriguant le versant nord du coteau en raccordement des voies et chemins pré existants orientés vers le centre-ville et ses équipements comme les écoles, la mairie et les commerces.

Source : www.ecoquartiers.logement.gouv.fr

Les chiffres

Avec ses 315 collaborateurs, Vallis Habitat gère environ 16 000 logements, 9 structures d'hébergement collectives dans le Vaucluse soit 46% du patrimoine HLM du Département. Ses plus de 37 000 locataires sont accueillis sur 80 communes et 3 départements : Vaucluse, Bouches-du-Rhône et Gard). Vallis Habitat est le 1er bailleur du Département avec 46% du patrimoine social du Département et 6,43% de la

Écrit par le 23 juillet 2024

population vaclusienne. L'office public de l'habitat de Vaucluse s'investit dans le renouvellement urbain, la rénovation énergétique, l'amélioration du confort des locataires, la sécurité et le traitement des espaces extérieurs.

Vallis Habitat est dirigé par Philippe Brunet-Debaines directeur général ; Donia Dhaouadi directrice-générale adjointe et présidé par Maurice Chabert président du Conseil départemental de Vaucluse.

CLIQUEZ POUR VISIONNER L'ÉMISSION

6 303 décès dans le Vaucluse en 2020



Sur les 667 900 décès constatés en France en 2020, 6 303* l'ont été dans le Vaucluse dont près de 9% par le Covid. Si ce bilan est à la hausse de 4,95% dans le département, ce nombre apparaît très contrasté selon les tranches d'âge. En effet, si les plus de 85 ans payent le plus lourd tribut (+11%), on dénombre largement moins de morts chez les moins de 65 ans

Ecrit par le 23 juillet 2024

vaclusiens.

L'[Insee \(Institut national de la statistique et des études économiques\)](#) vient de dévoiler les premières données concernant le nombre de décès survenus en France entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020 (**voir détail en fin d'article**). Si ces données provisoires sont susceptibles d'évoluer encore, elles permettent de dresser un premier état des lieux de la mortalité département par département. Ainsi, le Vaucluse a totalisé 6 303 morts, toutes causes confondues, en 2020. C'est **4,95%** de plus qu'en 2019 (6 003 décès) et 7,3% du plus qu'en 2018 (5 874 décès).

Le Vaucluse s'en tire plutôt bien par rapport aux autres départements de la région : +12% pour les Bouches-du-Rhône, +11% pour les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes. Idem avec les départements limitrophes : Ardèche (+16%), Gard (+9%) et Drôme (+7%). En Paca, seuls le Var et les Alpes-Maritimes (+4%) font un peu mieux.

C'est également mieux que la moyenne nationale (+9%) et très loin des 6 départements métropolitains (Seine-Saint-Denis, Haute-Savoie, Seine-et-Marne, Haut-Rhin, Savoie et Essonne) ayant connu les plus forts excédents de décès (au-delà de +20%).

« Le Covid représenterait 9% des décès vaclusiens. »

Si les travaux de l'Insee ne détaillent pas encore les raisons de ces décès, les bilans de l'ARS (Agence régionale de santé) permettent d'évaluer le nombre de morts attribué au Covid-19 en Vaucluse depuis le début de la crise sanitaire estimée au 7 mars dernier. Ce chiffre est compris entre 558 (450 à l'hôpital et 108 en Ehpad) et 581 (455 en hôpital et 126 en Ehpad) selon que l'on arrête le bilan au 29 décembre ou au 5 janvier (ndlr : l'ARS publiant des points hebdomadaires). Dans le premier cas de figure, le coronavirus serait donc à l'origine de **8,85%** des décès dans le Vaucluse en 2020 et **9,22%** dans le second.

Par ailleurs, bien que l'Insee n'ait pas encore communiqué l'âge des victimes du Covid-19, son bilan général permet déjà de tracer les grandes tendances de la mortalité dans le département.

Ainsi, les Vauclusiennes sont davantage mortes (+6%) que les Vaclusiens (+4%) en 2020. Egalement, ce sont les 85 ans et plus qui ont connu la plus forte hausse de la mortalité (+11%). Ces augmentations sont moins marquées chez les 65 à 74 ans (+4%) et les 75 à 84 ans (+3%). Petit scoop : la mort toucherait donc davantage les personnes âgées et les plus fragiles !

« La mortalité des moins de 65 ans en forte baisse. »

Dans le même temps, la mortalité des Vaclusiens des moins de 65 est en forte baisse : **-9%** pour les 50 à 64 ans. Elle est carrément en chute libre chez les 0 à 24 ans (**-30%**) et les 25 à 49 ans (**-19%**), qui

Ecrit par le 23 juillet 2024

semblent avoir bénéficié du confinement pour limiter les accidents de la circulation ou bien encore les accidents du travail.

Une tendance départementale que l'on retrouve à l'échelle nationale puisque, là-aussi, la hausse de la mortalité n'a concerné que les personnes âgées de 65 ans et plus (+10%) alors qu'elle a préservé les autres tranches d'âge (jusqu'à -6% pour les moins de 25 ans).

Autre singularité, ce n'est qu'à partir du 3 novembre dernier que l'on a observé davantage de morts en Vaucluse en 2020 qu'en 2019. Ainsi, malgré l'épidémie de Covid-19, le département a totalisé moins de mort durant les 10 premiers mois 2020 que l'année précédente. Cet écart a commencé à se réduire à partir de la rentrée pour s'accroître ensuite à l'automne avec l'apparition des nouveaux variants décelés durant l'été. Entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre 2020 on a dénombré 2 393 décès en Vaucluse contre 1 891 durant la même période en 2019, soit un écart de 502 personnes.

Retrouvez les chiffres Insee en détail en cliquant ci-dessous :

[Combien de Vauclusiennes et de Vauclusiens sont décédés en 2020 ?](#)

[A quel âge sont morts les Vauclusiens ?](#)

[Où sont morts les Vauclusiens ?](#)

**A noter que l'année 2020 est bissextile. Elle compte un jour de plus, soit une vingtaine de morts supplémentaires dans son bilan par rapport à une année classique.*